

Les pouvoirs dessoudés

Thomas Lemaigre

*« L'histoire sur vous refermée
Ainsi qu'un guichet qu'on abat »
Jacques Bertin, Roman*

Sommes-nous mal gouvernés ou sommes-nous ingouvernables ? Les deux, rien de moins.

Avant l'été, c'était Publifin, Samusocial, Kazakhgate, intercommunale de santé carolo. Voyant PS et MR se renifler pour tenter des alliances pré-électorales dans la perspective du scrutin régional de 2019, le patron du CDH désavoua les coalitions tant communautaire que régionales wallono-bruxelloises. Le loup auquel il criait alors du haut de ses terres ardennaises était bien celui de la « mal-gouvernance ». Dans la débandade qui s'est ensuivie, la première des préoccupations des partis en négociation n'a pas été d'analyser les causes des dérives et désordres de la classe politique en vue d'y remédier, mais de s'entendre à deux ou trois sur des catalogues de règles quant à ce qu'il faut bien appeler l'occupation de l'appareil public et l'exercice du pouvoir. La suppression des provinces wallonnes était mise sur le tapis, mais « juste pour dire ».

Tout n'est certainement pas à rejeter dans ces efforts, mais les acteurs ont été amenés à se livrer à un jeu dans trois arènes contiguës, Région wallonne, Région bruxelloise et Fédération Wallonie-Bruxelles. La combinaison

des rapports de force et des acteurs en présence dans chacune de ces arènes s'est tout de suite révélée limpide et impitoyable : faire atterrir l'une des trois négociations bloquait toute possibilité de sceller les deux autres coalitions. Advint donc ce qui devait arriver : c'est la négociation wallonne qui a prévalu sur les deux autres, hypothéquant ainsi sérieusement toute possibilité de trouver une solution à Bruxelles Capitale et sacrifiant sans état d'âme les négociations relatives à la Fédération/Communauté.

Le MR jubile de pouvoir appliquer au sud du pays le programme qu'il a négocié au fédéral avec la N-VA et le patronat flamand. Et il s'en contentera. Le CDH se félicite, du moins en façade, d'un « coup » présidentiel qui l'a remis au centre du jeu même si, à long terme, son sort ne semble plus être que celui d'un parti d'appoint. Écolo refuse de prendre le risque de monter aux affaires pendant seulement quelques mois pour sauver la Fédération Wallonie-Bruxelles, ce qui n'aurait sans doute pas été le cas il n'y a pas si longtemps. Défi cultive sa rancune contre le MR, alors que la Fédération aurait théoriquement dû être sa voie royale pour devenir un « vrai parti francophone ». Région bruxel-

loise et Fédération se retrouvent en friche. Sauf surprise, leurs majorités vont rester en place jusqu'à la fin de la législature, avec au mieux de petits changements d'équipage et surtout beaucoup de tensions internes. Une situation proche des affaires courantes.

Le constat d'ingouvernabilité francophone est cinglant. Une fois de plus, l'on est bien obligé d'acter le fossé abyssal entre, d'une part, la rationalité qui a accouché du cadre institutionnel complexe dans lequel doivent jouer les acteurs politiques francophones et, d'autre part, la manière dont ceux-ci occupent ces trois scènes désarticulées, scènes qu'historiquement, ils ont eux-mêmes échafaudées.

Les événements des derniers mois vont-ils au moins avoir une conséquence positive en fournissant un enseignement sur cette dimension institutionnelle ? Dans l'espace politique francophone, les marges de manœuvre sont depuis longtemps non seulement étroites, mais aussi sous-exploitées, tandis que les balons d'essai à tendance régionaliste lâchés de-ci de-là ne sont manifestement pas parvenus à faire bouger les lignes¹.

Aussi essentielles soient-elles dans nos démocraties libérales du XXI^e siècle accumulées à la construction d'une « société de la connaissance », les matières « personnalisables » et culturelles ne font plus recette dans nos partis politiques. Depuis Joëlle Milquet, plus personne ne s' imagine gagner des parts d'électorat avec des portefeuilles comme l'enseignement, la petite enfance ou l'audiovisuel, que du contraire ! En soi, le prix d'un tel renoncement est déjà très lourd. Mais l'heure est aussi à un

changement en profondeur des règles du jeu en matière d'enseignement² y compris dans l'enseignement supérieur. Or, dans les conditions actuelles, toute politique risque de se raplatir sur une mise en jachère définitive de la FWB.

Les dernières péripéties politiques ont-elles fait avancer les conditions susceptibles de déboucher sur un accord entre les forces francophones sur l'architecture à défendre lors d'un prochain round institutionnel (vraisemblablement en 2024) avec leurs homologues flamands ? Poser la question, c'est malheureusement y répondre.

Des accords de la Saint-Polycarpe (2001) à la fin de la *prochaine* législature fédérale (2024), pratiquement un quart de siècle aura été perdu... Pour l'instant, un confédéralisme à quatre Régions semble la voie la plus probable vers ce qui ne peut être qualifié que d'abîme, vu l'absence d'une vision et d'un projet fédérateurs. En effet, dans l'énergie actuellement mobilisée par le monde politique du sud du pays, l'on peine à voir une quelconque ambition autour d'une vision capable d'articuler l'action politique entre les trois espaces « francophones » et en leur au sein. Ce qui semble prédominer, c'est le jeu local. En d'autres mots, ce qui est bon (ou simplement possible) pour la Wallonie ne l'est plus nécessairement pour Bruxelles et l'espace commun (la Fédération/Communauté) devient de plus en plus ténu, une simple variable d'ajustement. Ainsi se profile un péril considérable dans les équilibres généraux et fragiles de l'État belge : une Flandre ferme et solide face à trois espaces politiques francophones inachevés et de plus en plus divergents.

1 | Voir sur notre blog « Belgosphère », P. Delagrangé, « Dépasser l'« Appel du 19 juin », réformer radicalement la Wallonie et Bruxelles », le 5 juillet 2017, <http://bit.ly/2w3MHaM>

2 | Voir notre dossier « Libérer l'école d'elle-même », *La Revue nouvelle*, n° 5, 2016.

Tant entre la Wallonie et Bruxelles que dans l'arène fédérale, nous avons commencé à payer deux fois notre panne de projet francophone. « La CFWB a échoué à se conformer à sa "raison sociale" et à relever le défi le plus vital d'entre tous : l'enseignement. S'accrocher à la chimère d'une CFWB exsangue et dépourvue de projet autre que défensif, c'est se comporter, consciemment ou inconsciemment, en belgicistes non assumés, repliés sur une "fédération" wallono-bruxelloise qui, objectivement, ne sera jamais qu'une "mini-Belgique" définie en creux et en opposition à "la Flandre".³ » À l'inverse, il s'agit de voir de façon pragmatique la Fédération comme le lieu où Bruxellois francophones et Wallons puissent élaborer des projets communs en un temps donné (les universités et la radiotélévision publique, par exemple) et repenser l'amphigouri institutionnel bruxellois pour en faire une entité gouvernable et autogouvernée.

Mais notre ingouvernabilité n'est pas seulement le produit d'une histoire institutionnelle, tandis que notre marasme estival est loin de se réduire à l'emprise des structures de l'État. Le jeu des acteurs est aussi en cause, à commencer par celui des partis politiques considérés ici en tant qu'organismes en profonde mutation. Certains semblent avoir épuisé leur programme et réduire leur action politique à de simples mécaniques d'occupation du pouvoir.

À se cliver tant sur sa manière d'occuper le pouvoir que sur son fonds doctrinaire, le PS peine à réhabiliter un renouveau de la social-démocratie et, par ses pratiques de gestion, offre un démenti quotidien à ses options philosophiques. Plus structurellement, depuis « Mon cœur saigne » (donc avant le scandale du

Samusocial bruxellois), le PS de « Tonton sourire » ne se montre plus déterminé à convaincre cet électorat populaire qu'il ambitionne de défendre et se voit lâché par une FGTB qui a toujours été là pour le relever quand il trébuchait.

Quant au CDH, en déliquescence interne dans sa version « centralisme présidentiel » héritée de Joëlle Milquet, il ne semble plus animé que par le projet de servir d'appoint au sein de n'importe quelle majorité. Benoît Lutgen, lors de son « coup », ne semble avoir nullement soupesé son impact ni sur les humanistes bruxellois ni sur ses troupes dans l'enseignement libre confessionnel, des troupes dont les instances étaient enfin sorties satisfaites des négociations autour du « Pacte pour un enseignement d'excellence ». D'ailleurs, si le logiciel *lutgenien* ne connaît pas Bruxelles, il est frappant de voir à quel point, depuis juin, tous les partis ont réagi à travers un prisme « monorégional », strictement bruxellois pour Défi et strictement wallon pour le PS, le CDH et le MR.

Ce focus sur les acteurs et leur encastrement incertain dans des dynamiques sociales mouvantes n'est pas des plus réjouissants. Mais il présente au moins l'avantage d'indiquer en creux quelles sont les voies d'une sortie par le haut : si pas un positionnement proactif des francophones sur un programme de réformes de l'État pour 2024, au moins des recompositions du jeu entre partis politiques.

Les difficultés du PS l'engagent à moyen terme dans de véritables impasses stratégiques tant il va s'avérer que dans le contexte actuel, toutes les positions en présence consistent à amenuiser l'ancrage local de ses mandataires. Une telle pente pourrait mener à renoncer à des décennies de positionnement hégémonique face au reste de la gauche au profit d'une ouverture remobilisatrice

3 | Pierre Delagrangé, *op. cit.*

dans le sens de « inventons quelque chose de nouveau ensemble ». Le PTB, dans un autre scénario, pourrait réussir à se positionner en gauche de rechange et réviser sa posture de non-participation aux exécutifs. Écolo pourrait regagner du terrain dans le sillage de ses positions claires et limpides en matière de gouvernance. Ou encore, un entrepreneur politique wallon pourrait se dépêcher de construire hors-sol un nouveau parti post-social-démocrate convaincant. Sur le registre des mutations, il convient aussi de noter la manière dont le CDH, à force de barrer à droite toute en Wallonie, pourrait perdre ses dernières plumes et les redistribuer. Et puis, il y a ces deux partis fidèles à eux-mêmes : Défi qui semble tirer les marrons du feu à Bruxelles, et dans une certaine mesure en Wallonie (ce qui est neuf), et le MR qui confirme ses options libérales et choisit le visage d'un parti de droite qui lui permettra peut-être de se consolider à brève échéance comme premier parti wallon.

Enfin, de nouvelles donnes pourraient également venir des mines placées sous les pas des gouvernements wallon et bruxellois : les dossiers Publifin et Samusocial dans lesquels absolument rien n'a été réglé sur le fond, les saillies de la N-VA, etc. En politique, l'art de la prévision est presque toujours battu en brèche par des rebondissements inattendus. De telles surprises, on en arriverait presque à les souhaiter, tant la configuration actuelle semble avoir épuisé toute capacité à dessiner la moindre perspective.

Le marasme de cet été 2017 invite à prendre au sérieux toute hypothèse, aussi déplaisante soit-elle, tant qu'elle reste dans le cadre du fonctionnement démocratique.